

Encore et à nouveau sur la révolution portugaise oubliée de 1974-1975 et le journal *Combate* (première partie)

Tout d'abord, voici deux nouvelles traductions de textes qui viennent compléter le tome 1 de *Portugal 1974-1975. La révolution oubliée*, paru aux Éditions *Ni patrie ni frontières* en 2018. Cet ouvrage comprenait notamment la traduction du livre de Danúbia Mendes Abadia : *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)* (<https://npnf.eu/spip.php?article530>). Ces deux textes sont extraits des deux rééditions de *Combate*, publiées en portugais par les éditions Vosstanie (<https://vosstanie-editions.blogspot.com/>). Les éditoriaux de *Combate* seront traduits par nos soins en 2023 et peut-être publiés dans le deuxième volume de *Portugal 1974-1975. La révolution oubliée ... un jour*.

En attendant, vous pouvez lire aussi le bilan collectif écrit en 2006 par cinq collaborateurs de *Combate* : <https://npnf.eu/spip.php?article535> et bien sûr le « *Manifeste* » de *Combate* : <https://npnf.eu/spip.php?article532> .

Pour finir nous republions un article (« De l'illégalité à la légalité ») de João Bernardo, membre de *Combate*. Ce texte parut en français dans *Combat communiste* (n° 5, mai 1975) accompagné d'un tableau «généalogique» détaillé des groupes de gauche et d'extrême gauche portugais de l'époque. L'auteur décrit brièvement l'évolution des différents courants entre 1964 et 1975 et expose son analyse à chaud. Le tableau «groupuscologique» qui accompagne son texte, très inhabituel chez cet auteur¹, s'explique en partie par le fait qu'il s'adressait à un groupuscule français encore désespérément «léniniste». Même si la question d'un soutien à une prétendue fraction «de gauche» au sein des forces armées n'est pas vraiment d'actualité en Europe en 2023, il est toujours intéressant de voir comment l'extrême gauche partidaira raisonne et agit en cas de crise politique grave et comment ses schémas mentaux l'amènent à effectuer des mauvais choix pour elle, mais surtout pour la classe ouvrière.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, avril 2023

¹ Cf. les nombreuses traductions de ses articles en ligne (<https://npnf.eu/spip.php?rubrique23>) et les quatre petits livres publiés aux Éditions *Ni patrie ni frontières* : *Retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme* (2018) ; *Contre l'écologie* (2018) ; *Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes* (2021) ; *Anticapitalisme. Anti...quoi ?* (2021) et *L'autre face du racisme* (2021) (NdT).

Présentation

du premier recueil d'éditoriaux de *Combate*

(21 juin 1974-11 avril 1975)

Dans ce livre, le lecteur trouvera le «*Manifeste*» inaugural du journal *Combate* ainsi que, dans l'ordre chronologique tous les éditoriaux et textes de notre collectif, publiés entre le 21 juin 1974 et le 11 avril 1975.

A travers ces articles, vous pourrez percevoir l'évolution de la situation politique et économique du Portugal, mais aussi d'autres choses.

D'un éditorial à l'autre, au fur et à mesure que nous gagnions de l'expérience et que la lutte des classes s'aiguissait et s'approfondissait, nos tentatives d'analyse sont devenues plus précises et notre vision de la lutte de la classe prolétarienne et du reste des travailleurs s'est enrichie. En particulier, nous avons mieux compris à la fois les différents liens et contradictions entre le capitalisme privé et le capitalisme d'État en ascension. C'est, en substance, l'axe qui inspire les différentes analyses dans ces éditoriaux : quels sont les types possibles de transition du capitalisme privé au capitalisme d'État au Portugal, et comment les deux formes de capitalisme constituent un système d'exploitation opposé à une société sans classe, sans exploitation et sans État, dont le prolétariat sera l'agent créateur.

Le travail effectué par ce journal a une autre dimension : alors que les partis de «gauche» au pouvoir cherchent à tout prix à freiner les initiatives de la base, à castrer la lutte autonome des travailleurs et à les placer finalement sous la tutelle de nouveaux patrons (organisateur directs du travail par le biais des syndicats bureaucratiques ; patrons de l'administration et de la police ; et patrons directs de l'économie de plus en plus étatisée), les partis d'«extrême gauche» (qui ne sont pas encore des patrons mais aimeraient bien le devenir, et agissent déjà comme s'ils l'étaient) tentent également de placer sous tutelle la classe ouvrière et les travailleurs en général et de leur ôter toute initiative. Mais comme ils n'ont à leur disposition ni police ni administration, ils doivent employer des moyens plus dissimulés, plus subtils et donc parfois plus dangereux.

Lorsque les commissions de travailleurs² de dizaines d'entreprises ainsi que plusieurs assemblées générales d'ouvriers décidèrent de tenir une manifestation qui mobilisa plus de 20 000 personnes contre le chômage et l'OTAN, certains groupes

² « Là où prédominent les organisations politiques traditionnelles, le PC surtout, les Commissions de travailleurs sont du type auto-proclamé, et passivement acceptées par les travailleurs, plutôt que créées par eux. Les militants qui les constituent appartiennent à des organisations, souvent au PC, auxquelles les ouvriers font confiance. Très vite, ces Commissions de travailleurs exercent des fonctions exécutives, délibératives et de négociation au nom de la masse totale des ouvriers. (...) Dans ces cas, ces nouvelles formes d'organisation ne sont nouvelles que dans leur aspect extérieur, formel, qui recouvre finalement le type d'action syndicale traditionnelle. Elles apparaissent là où les syndicats n'avaient jamais fonctionné ou bien là où les directions syndicales étaient restées hostiles au PC et liées à l'ancien régime. Par contre, dans les usines où l'action de masse s'est affirmée, les Commissions de travailleurs ont pris un contenu bien différent, nouveau et plus radical. (...) Ici la participation massive des travailleurs aux tâches de la grève et de l'occupation, leur présence constante aux AG, où les décisions sont prises, sont autant de facteurs qui font avancer la lutte et la conscience ouvrières. (...) Mais les Commissions de travailleurs n'apparaissent pas dans toutes les luttes dures. » Comme le souligne, les auteurs de *Portugal, l'autre combat* (Spartacus, 1975) il existe aussi un «mouvement pour un "syndicalisme de base" qui est, au départ, assez faible mais gagne peu à peu des adeptes dans plusieurs secteurs, souvent parmi les jeunes travailleurs critiques des méthodes bureaucratiques de travail syndical du PC». Signalons que les commissions de travailleurs existent toujours au Portugal, même si elles n'ont plus du tout le même rôle et le même contenu (NdT)

voulurent nous faire croire qu'ils l'avaient organisée. Dans ce but, ils collèrent des affiches trompeuses, rédigèrent des articles mensongers dans leurs journaux et envoyèrent leurs partisans faire des déclarations douteuses.

Ces organisations cherchent à s'approprier la force d'autrui afin qu'elle apparaisse comme la leur – et alors qu'elles n'en ont aucune. Mais ce n'est pas le plus grave. Le pire, c'est qu'elles empêchent ainsi beaucoup d'ouvriers de prendre conscience de leur force de classe, et renforcent la propagande bourgeoise selon laquelle les travailleurs ne pourraient rien faire sans leur tutelle. Revendiquer des actions lancées en réalité par des travailleurs organisés de façon autonome, c'est tenter de saboter la solidarité ouvrière.

Nous assistons à une autre forme de sabotage de la solidarité ouvrière et de la cohésion de classe du prolétariat : certains groupes essaient de placer les travailleurs sous leur tutelle et de leur ôter leur autonomie dans la lutte. Ces pratiques révèlent également à quel point ces groupes politiques sont isolés des masses laborieuses : souvent lorsqu'il s'agit d'élections aux commissions de travailleurs, aux comités d'usine, etc., on voit apparaître des individus qui se présentent comme non partidaires³, comme n'étant liés à aucun groupe, et ils sont ainsi élus par leurs camarades de travail. Une fois en place, ils changent rapidement d'attitude. Ils se révèlent être non seulement des éléments liés à tel ou tel groupe politique, mais surtout ils sabotent l'ensemble du mouvement de solidarité des travailleurs au nom des intérêts particuliers que leur groupe cherche à défendre dans la course aux postes de futurs patrons.

Évidemment, cela se produit fondamentalement parce que les masses laborieuses manquent de vigilance à l'égard de ceux qui sont élus à certains postes. Toute notre société fondée sur la répression et l'exploitation incite les travailleurs à être passifs et obéissants ; les structures sociales dominantes et la discipline de l'usine elle-même les éduquent dans ce sens. Pour cette même raison, lorsque les travailleurs conquièrent certains types de pouvoir – comme cela se produit dans la conduite pratique des luttes qui se développent de manière autonome –, ils ont souvent tendance à se « reposer » sur les éléments qu'ils élisent pour certaines fonctions « exécutives »⁴. Ils ne voient pas que ces éléments sont des travailleurs comme les autres, qui exercent des fonctions administratives et pour une période limitée – des travailleurs qui doivent exécuter seulement les décisions prises par la majorité des salariés de cette entreprise ou de ce groupe d'entreprises. Les masses ouvrières s'éloignent ainsi de la direction de la lutte, et les éléments qui avaient été élus pour exercer temporairement certaines fonctions de gestion se transforment en « représentants » des travailleurs. En vérité, même s'ils prétendent « représenter » leurs camarades de travail, ils agissent en leur propre nom, de leur propre initiative ; ils poussent les travailleurs à adopter une attitude passive et reconstituent ainsi la scission entre dirigeants et dirigés. Ainsi se créent de nouvelles élites, de nouvelles bureaucraties et, partant, de nouveaux exploiters.

Si les ouvriers ne tentent pas rapidement de reconstruire les commissions de travailleurs avec d'autres collègues afin que les intérêts de l'ensemble de la classe en lutte ne soient pas subordonnés aux intérêts mesquins d'une poignée de petits chefs,

³ « *Au Portugal, la lutte des travailleurs forgea un nouveau terme pour le dictionnaire de la classe ouvrière, le mot “apartidaire”* » (Danubia, Mendes Abadia, 2018) ; « (...) *c'est au Portugal que le mouvement autonome a inventé le terme “apartidarisme”, néologisme reconnu et accepté au moins dans les pays d'expression latine ; il désigne la capacité d'unifier la classe ouvrière au-dessus de la division en partis, et souvent contre elle et contre eux. Non seulement l'apartidarisme se distingue de l'apolitisme, mais il en est l'exact opposé. Il s'est agi, pour le mouvement autonome, de s'assumer comme directement politique, sans recourir pour autant à la médiation des partis* » (João Bernardo, 1991, p. 363).

⁴ Le mot « exécutif » n'a pas ici le sens classique d'application des lois, mais désigne l'application respectueuse des décisions du collectif ouvrier. J'ai traduit aussi ce terme par « administratif » ou « gestionnaire » (*NdT*).

désireux de devenir de grands dirigeants, alors ces commissions ne serviront plus les intérêts de la lutte des travailleurs.

Elles commencent déjà à prendre des décisions indépendamment des masses ouvrières, sans même les consulter. L'activité de ces commissions qui dégèrent s'intègre, non pas dans la lutte générale de la classe ouvrière, mais dans les manœuvres de couloir de chaque groupuscule ou de chaque parti ; et les commissions de travailleurs, expression du dynamisme de la base de la classe ouvrière et de son autonomie, se bureaucratisent et perdent leurs caractéristiques révolutionnaires. Elles changent ainsi de contenu, et servent de base à la construction de bureaucraties syndicales, liées à l'*Intersindical*⁵ ou en concurrence avec elle.

En tant qu'institutions révolutionnaires, les commissions de travailleurs constituaient l'expression exécutive des décisions prises par les masses ouvrières et mises en pratique par elles. Une fois qu'elles sont sabotées par des éléments qui défendent les intérêts de leurs propres groupes et non ceux de la classe ouvrière, elles se transforment en des organismes qui se prétendent «au-dessus» des masses ouvrières, et agissent sans consulter les travailleurs et «en leur nom». Une fois encore, elles reproduisent la division entre exécutants et dirigeants, avec toute la société d'oppression et d'exploitation qu'une telle division présuppose.

Le journal *Combate* est né de la nécessité de lutter contre ce genre de positions qui sabotent l'unité des travailleurs, d'autant plus que beaucoup d'entre nous avaient déjà expérimenté, de l'intérieur, le véritable sens de la politique des différentes organisations bureaucratiques se prétendant d'«extrême gauche».

L'union des travailleurs et de tous les révolutionnaires repose sur la pratique de la classe ouvrière en lutte et c'est dans cette pratique que se développent les éléments d'une société communiste. Le journal *Combate* soutient l'expression immédiate de la lutte des travailleurs et des formes d'organisation qui se développent autour d'elle. Les travailleurs n'ont pas besoin de tuteurs : ils savent prendre leurs intérêts en main et construire une nouvelle société. C'est pourquoi, dans notre journal, les travailleurs présentent toujours eux-mêmes les luttes des exploités et les expériences qui en découlent.

En tant qu'éléments du collectif *Combate*, liés aux luttes du prolétariat et des autres travailleurs par le biais de divers liens – l'un d'entre eux étant précisément ce journal – nous défendons certaines positions théoriques dans le «*Manifeste*» et les éditoriaux. Mais avec ces analyses, nous ne souhaitons pas diviser la classe ouvrière. Au contraire, nous présentons ces textes théoriques pour développer l'unité révolutionnaire dans la pratique de la lutte. C'est pourquoi, dans le même numéro, on trouve parfois des analyses différentes, certaines dues à divers groupes de travailleurs en lutte, d'autres au collectif des collaborateurs du journal. Cette diversité d'analyses n'est pas un facteur de désunion, parce qu'elle est fondée sur une pratique révolutionnaire commune, celle de la lutte directe et autonome de la classe ouvrière, et est la condition d'une future convergence des positions théoriques sur les questions clés.

C'est ainsi que nous concevons le développement du mouvement ouvrier et la formation, sur la pratique même de la classe ouvrière en lutte, d'analyses collectives produites par l'ensemble des travailleurs.

⁵ « *L'Intersyndicale* naquit en octobre 1970, lorsque les syndicats des métallurgistes, des caissiers de Lisbonne, des filatures de laine et des employés de banque convoquèrent une réunion en présence de 13 syndicats et commencèrent à imaginer une structure de coordination des luttes syndicales. *L'Intersyndicale* initia une lutte pour le salaire minimum alliée à la lutte pour les libertés d'association, d'expression et de réunion. L'action de *L'Intersyndicale* continua jusqu'en avril 1974, date à laquelle elle se transforma en Centrale unique des travailleurs, au sein de laquelle le PCP exerça une influence beaucoup plus grande que celle qu'il avait eue dans le mouvement ayant donné naissance à cette structure » (Danubia Mendes Abadia, 2018).

Tous les partis, qu'ils soient au pouvoir ou rêvent d'y parvenir, prétendent que la nouvelle société sera l'œuvre des travailleurs. Mais lorsqu'il s'agit de passer à l'action, ils répètent tous en chœur que les travailleurs sont naïfs, mal préparés, complètement ignorants, ou qu'ils se laissent influencer par de «mauvaises idées». Ces «arguments» leur servent à justifier le fait qu'eux, les dirigeants de ces groupes et partis doivent agir, penser et décider à la place des travailleurs. Mais les travailleurs sont-ils les véritables maîtres d'œuvre de la nouvelle société ou pas ? Les fascistes affirment clairement que non, ils pensent que seules les élites privilégiées ont pour tâche sacrée de gouverner le monde. Mais ceux qui prétendent être de si grands amis des travailleurs, qui reconnaissent que la nouvelle société doit être construite par les travailleurs, lorsqu'il s'agit de passer de la parole aux actes, ces gens-là se comportent comme les fascistes et tous les anciens exploités.

Ils savent toujours déterminer «ce qui compte» pour la classe ouvrière !

Dans la vie sociale, personne ne peut défendre nos intérêts sinon nous-mêmes. Quand quelqu'un, ou un groupe, affirme qu'il agit «en notre nom», nous pouvons être sûrs qu'il agit en fonction de ses propres intérêts. Aujourd'hui, un an après le 25 avril, les travailleurs ont-ils conquis au moins le droit de s'exprimer librement ?

Les journaux sont de plus en plus nombreux, mais ce sont les partis, les groupes et les diverses organisations qui s'y expriment. Ils parlent «au nom» des travailleurs. La voix directe des travailleurs est réduite au silence. Nous ne présentons pas nos éditoriaux comme la vérité, et nous n'avons pas l'intention de substituer notre voix à celle des travailleurs en lutte. En fin de compte – et cela résume peut-être toutes nos analyses – nous prétendons montrer que le communisme peut seulement être construit sur l'expression directe des travailleurs, leur action directe et leur direction collective immédiate.

Les textes de ce recueil sont donc incompréhensibles sans la pratique sur laquelle ils sont fondés et dont ils sont, après tout, l'un des résultats – la pratique de l'expression directe des travailleurs dans les colonnes de ce journal. Sans cette pratique, ils pourraient apparaître comme des analyses parmi tant d'autres. Intégrés dans la pratique de l'action directe du prolétariat, ils apparaissent comme l'une des nombreuses petites pièces qui, sur cette base pratique de la lutte, se fondent dans un mouvement de plus en plus général – le mouvement des exploités contre l'exploitation, privée ou étatique.

Combate, 4 mai 1975

Préface

à la seconde édition portugaise des éditoriaux de *Combate* (Vosstanie, 2009)

Les trois fondateurs du journal *Combate* – par ordre alphabétique : João Bernardo, João Crisóstomo et Rita Delgado – appartinrent, jusqu’au 25 avril 1974, à une organisation marxiste-léniniste, les Comités Comunistas Revolucionarios⁶, mais depuis 1972, ils avaient commencé à rompre avec le léninisme et menaient une lutte interne au sein de l’organisation.

En réalité, João Crisóstomo n’appartenait pas formellement aux CCR, parce qu’il était un militant très connu, surveillé de près par la police politique, ce qui représentait un grand risque pour une organisation clandestine. Cependant, par le biais de liens personnels et grâce à d’autres affinités, il faisait partie de l’espace politique des CCR. João Crisóstomo est mort prématurément, la nuit de son quarantième anniversaire et seuls ses deux autres camarades restent pour raconter l’histoire de nos débuts.

Le coup d’État militaire du 25 avril changea complètement le paysage politique. Nous avons tourné le dos aux CCR et à la tentative de transformer ce groupe de l’intérieur. Nous avons décidé immédiatement de mener la lutte politique sur un nouveau terrain, par le biais d’un journal lié exclusivement aux luttes des travailleurs qui éclataient partout avec la fin du fascisme et de l’interdiction des grèves, et l’instauration des libertés politiques.

Sans le génie tactique de João Crisóstomo, son énorme réseau de contacts et sa capacité à prendre en charge de multiples initiatives, *Combate* n’aurait pu voir le jour aussi tôt. Ainsi, à peine deux mois après le 25 avril, nous avons réussi à publier le premier numéro du journal. Dépourvus de local, nous avons utilisé le petit appartement de João Crisóstomo. Nous avons pris l’habitude de nous y réunir, parfois avec une vingtaine de personnes ou plus. Il est également vrai que Rita Delgado et João Bernardo, récemment revenus de leur exil à Paris, n’avaient même pas de logement et vivaient chez des amis.

Lorsqu’il se forma, le collectif de *Combate* n’avait pas d’autre structure que celle liée aux besoins du travail commun et les réunions étaient ouvertes à tous ceux qui voulaient y participer. Mais afin d’éviter les parasites qui abondent dans ce milieu, João

⁶ Selon Wikipedia en portugais, « *Les Comités communistes révolutionnaires (marxistes-léninistes), ou CCR, sont nés en 1970 d'une scission du CMLP, la première organisation maoïste portugaise (...). À l'intérieur du pays, les CCR exercèrent leur plus grande influence, entre 1970 et 1973, principalement, mais pas exclusivement, à partir de l'Instituto Superior Técnico. Les CCR étaient également présents dans plusieurs secteurs ouvriers, notamment dans les ateliers de Carris (la société de transport public de Lisbonne), dans l'usine Standard Electric à Cascais et dans d'autres à Queluz-Amadora. Les CCR se caractérisaient par une propension à une élaboration théorique complexe, considérée comme d'inspiration trotskiste par de nombreux opposants, et par la priorité accordée à "l'établissement" [l'embauche en usine] des étudiants qui constituaient l'organisation. En août 1972, la police politique du régime fasciste portugais commença à démanteler l'organisation ; les arrestations qui atteignirent leur apogée en décembre 1973, avec l'emprisonnement de deux de ses dirigeants (...). Toutes les personnes arrêtées dénoncèrent, sous la torture, des camarades, ce qui entraîna une chaîne d'arrestations. Suite à ces coups, à des désaccords sur l'orientation suivie au Portugal et sur l'évolution de la ligne politique du PC chinois, les CCR finirent par se dissoudre dans les premiers mois de 1974.* » Une partie du groupe se reconstitua brièvement pour rejoindre ensuite l’UDP, que l’on retrouve aujourd’hui dans le Blocue de Esquerda, parti d’extrême gauche parlementariste (NdT).

Crisóstomo introduisit une règle : lors des réunions, tous ceux qui le souhaitent pouvaient prendre la parole, mais seuls ceux qui se chargeaient d'une tâche quelconque liée à la préparation du prochain numéro pouvaient voter. Nous n'avions pas non plus de hiérarchie interne, et le nom du directeur, qui apparaissait sur la première page, répondait simplement à une exigence légale.

En revanche, pour éviter la déformation des positions prises par les travailleurs et la sélection abusive de certaines déclarations à l'exclusion d'autres, nous avons décidé que les entretiens seraient publiés dans leur intégralité. Certes, la lecture pouvait en être fastidieuse, mais cela avait le grand avantage de présenter une approche politique honnête. Et pour nous, cet avantage l'emportait sur les inconvénients.

Combate attira immédiatement un bon nombre de personnes mécontentes des partis et groupements d'extrême gauche : ces camarades cherchaient avant tout à soutenir les luttes concrètes des travailleurs et non à défendre telle ou telle orthodoxie politique. C'est pourquoi, parmi les membres du groupe qui confectionnait le journal, certains se disaient conseillistes, anarchistes, libertaires, marxistes, féministes ou situationnistes, sans compter ceux qui se définissaient par l'élément unique qui nous unissait tous : la volonté d'apporter notre soutien aux luttes en cours. En plus de faire connaître les luttes par le biais du journal, nous essayions d'organiser des rencontres entre les travailleurs de différentes entreprises. Nous y avons réussi en quelques occasions et *Combate* fut le premier à organiser un spectacle public de chant et de récitation de poèmes (la culture portugaise, y compris la culture populaire, est très friande de poésie) pour soutenir trois entreprises autogérées, initiatrices d'un mouvement qui allait ensuite prendre des proportions énormes.

Nous ne nous considérons ni comme une organisation politique ni comme son embryon. Au contraire, nous savions que *Combate* était né avec les luttes et disparaîtrait quand les luttes perdraient le dynamisme qui les caractérisait à l'époque. Dans le «*Manifeste*», plateforme politique du journal, au lieu de présenter une série de recettes doctrinales que les masses devraient appliquer pour atteindre le paradis, nous avons donc essayé de refléter les positions les plus avancées prises par les travailleurs dans la pratique. D'où les différents amendements et ajouts au «*Manifeste*», qui reflètent tous l'évolution idéologique qui se produisait au sein de la base des travailleurs en lutte. L'un des changements les plus importants introduits dans le «*Manifeste*» concernait la lutte dans les colonies sur la voie de l'indépendance, notamment en Angola, où nous avons soutenu les mouvements de masse, accusés d'être des «bandits» par l'appareil politique du MPLA⁷. Cela entraîna le départ de certains maoïstes qui avaient jusque-là collaboré au journal.

En dehors du «*Manifeste*», nous exprimions notre position politique dans l'éditorial de chaque numéro du journal. À l'époque, il n'y avait ni internet ni téléphone portable – les contacts devaient s'effectuer en face à face. L'éditorial était donc discuté lors d'une réunion et l'un d'entre nous se chargeait de le rédiger, selon ce qui avait été décidé.

⁷ « Trois organisations participèrent au processus de libération nationale, le FNLA, l'UNITA et le MPLA ; séparées par des orientations idéologiques différentes, elles étaient surtout divisées en fonction de leurs origines régionales et ethniques. Dans ce pays, où les conflits armés commencèrent en février 1961, le MPLA, d'orientation marxiste, réussit à tenir un congrès à l'intérieur du territoire angolais pour la première fois depuis le début du conflit, au mois de mars, tout en annonçant qu'il déclençait la lutte à l'est du territoire. (...) le MPLA représentait à bien des égards une authentique alliance entre intellectuels et prolétaires, deux catégories sociales dont l'union était plus fréquente en Europe qu'en Afrique subsaharienne au milieu des années cinquante » (Danubia Mendes Abadia, 2018). Le MPLA prit le pouvoir en 1975 et, s'il est resté majoritaire jusqu'à aujourd'hui, son influence a considérablement diminué, en raison de la longue guerre civile qui l'opposa à l'UNITA jusqu'en 2002 et de son orientation de plus en plus « sociale-libérale » depuis 1992 (*NdT*).

Il faut noter que personne ne s'est jamais plaint que la formulation finale ne correspondait pas aux décisions prises lors de la réunion.

La structure de *Combate* se compliqua rapidement avec l'apparition du groupe de Porto, dans lequel José Elísio fut très actif, et qui se montra souvent plus dynamique que le groupe de Lisbonne. Parfois, certains d'entre nous voyageaient entre les deux villes et nous utilisions le téléphone pour discuter des éditoriaux. L'organisation interne du groupe à Porto était identique à celle de Lisbonne.

Il faut également noter que, si la ceinture industrielle de Lisbonne, qui existait à l'époque, comprenait de grandes entreprises, elle était très étroitement contrôlée par le Parti communiste, tandis que la grande zone industrielle autour de Porto comprenait des entreprises plus petites où le PCP n'était pas hégémonique voire n'était même pas présent. Cette situation contribua au dynamisme dont firent preuve les camarades de Porto qui prirent l'initiative d'ouvrir une librairie, *Contra a Corrente*, qui se consacrait exclusivement à la diffusion de livres et de journaux provenant des différents groupes d'extrême gauche d'autres pays, car nous valorisions l'internationalisme, comme en témoignent les articles publiés dans *Combate*. Plus tard, le groupe de Lisbonne ouvrit également une librairie *Contra a Corrente*, mais Porto joua un rôle pionnier.

Avec la création de la librairie de Lisbonne, João Crisóstomo put enfin être plus tranquille chez lui, car les réunions se tinrent désormais dans notre local. La structure des librairies était la même que celle du journal, sans hiérarchie interne. Et tout comme le journal était ouvert aux luttes des travailleurs, les librairies étaient mises à la disposition des groupes libertaires ou anti-autoritaires, à condition qu'ils fassent le ménage après coup et laissent tout en ordre. En particulier, l'un des premiers groupes féministes se réunit dans la librairie *Contra a Corrente* de Lisbonne.

Dans l'ensemble, aujourd'hui, si l'on compare nos éditoriaux à ceux des groupes d'extrême gauche de l'époque, notre perspicacité était due au fait que nous fréquentions uniquement le milieu constitué par les entreprises en lutte. Nous suivions les hauts et les bas de ces combats, leurs zigzags, sans nous faire d'illusions, ni sur les partis politiques, peu structurés à l'époque, ni sur les diverses factions du Mouvement des Forces Armées⁸, MFA qui détenait à la fois le pouvoir armé et le pouvoir politique.

C'est pourquoi nous avons pu critiquer, dans un éditorial, les nationalisations qui suivirent le 11 mars 1975, en insistant, à partir de ce moment-là, sur le slogan : «*Ni capitalisme privé, ni capitalisme d'État.*» Les nationalisations ne pouvaient résoudre les problèmes puisqu'elles perpétuaient le capitalisme avec d'autres acteurs. Cette position provoqua l'isolement politique de *Combate* par rapport aux secteurs de gauche

⁸ Ce groupe, formé au départ par de jeunes capitaines engagés dans les guerres coloniales, s'opposa de plus en plus au régime de Salazar/Caetano et finit par le renverser le 25 avril 1974. Traversé par plusieurs tendances politiques dès le départ (de la droite à l'extrême gauche), il exerça le pouvoir jusqu'en novembre 1975. Sur les cinq premiers gouvernements provisoires, quatre furent dirigés par le général Vasco Gonçalves, proche du PCP. Les deux présidents de la République (les généraux Spínola et Costa Gomes) durant ces deux ans furent nommés par les sept membres de la Junte de salut national, issue du MFA, puis par le Conseil de la Révolution qui, lui, comprenait seize militaires et un civil (potentiel) : le Premier ministre. Rappelons que jusqu'en 1986 – année de l'intégration du Portugal dans la Communauté économique européenne –, le président de la République fut un militaire (le général Ramalho Eanes) (*NdT*).

du pouvoir, représentés au sein du MFA par Otelo Saraiva de Carvalho⁹ et, au sein du milieu partidariaire, par le Partido Revolucionário do Proletariado¹⁰ (PRP).

Parce que nous étions étroitement liés aux luttes concrètes dans les entreprises, sans nous laisser aveugler par les factions militaires et leurs excroissances partisanses, nous avons pu voir, bien avant tout le monde, que les luttes étaient en train de perdre leur dynamisme. Nous avons pu constater que les assemblées d'entreprise étaient de moins en moins fréquentées et que les commissions de travailleurs se sentaient impuissantes face à l'indifférence croissante de la base. Par conséquent, pendant ce que les journalistes ont appelé (et qu'aujourd'hui les historiens appellent) «l'Été chaud» de 1975, *Combate* avertit que le véritable ressort des luttes semblait brisé.

Nous savions que nous étions nés avec les luttes et que nous mourrions avec elles. A la fin de son existence, *Combate* passa du format journal à celui d'une revue et espaça sa périodicité. Et le dernier numéro fut consacré à la question paysanne. Nous y avons réuni les documents que nous possédions encore dans nos archives et nous avons présenté un bilan de la question.

Nous avons décidé d'avoir un rôle et nous l'avons exécuté du mieux que nous pouvions. Mais notre plus grande victoire est peut-être qu'à aucun moment nous n'avons engendré une nouvelle micro-bureaucratie.

João Bernardo, José Elísio, Rita Delgado
(novembre 2019)

⁹ Idolâtré par une grande partie de l'extrême gauche portugaise et internationale, Otelo Saraiva de Carvalho, fut le coordinateur technique du coup d'État du 25 avril 1974 puis le chef du COPCON (Commando opérationnel du Continent). Il fut arrêté à deux reprises après le coup d'État du 25 novembre 1975 pendant 40 puis 20 jours par le gouvernement du socialiste Mario Soares. Il se présenta aux élections présidentielles en 1976 où il obtint 15% des voix (soit le double de celles du PCP) mais seulement 2 % des voix en 1980 avec le FUP (Front d'unité populaire) qu'il venait de créer. Arrêté en 1985, il fut condamné à 15 ans de prison en 1987 pour les liens supposés entre le FUP et les actions d'un groupuscule, les Forces populaires du 25 avril qui organisa quelques dizaines d'attentats et d'attaques de banques durant les années 80. Il passa cinq années en taule puis fut amnistié en 1996 (*NdT*).

¹⁰ PRP-BR : groupe guévarisant et tiersmondiste, né dans la clandestinité en 1973 et qui, en raison de ses attaques de banques et de convois de transport de fonds après le 25 avril, mais aussi de ses liens étroits avec la prétendue «gauche militaire», fut obligé d'arrêter ses activités en septembre 1978, lors de l'arrestation de ses dirigeants, et de se dissoudre en juin 1980 (*NdT*).

João Bernardo : De l'illégalité à la légalité (mai 1975)

Ce n'est pas un hasard si, sur notre tableau¹¹, nous avons choisi la date de 1964 comme point de départ du schéma. 1964 constitue en effet une coupure fondamentale entre une période où le PCP était le seul parti d'opposition et la période suivante où surgissent de multiples groupes et partis à «gauche» et à «droite» du PCP.

Commençons par un bref retour en arrière.

Pendant les années cinquante, le Parti communiste portugais (PCP) réussit à former la seule organisation clandestine d'opposition au régime. L'opposition non clandestine est constituée par une fraction de la franc-maçonnerie : l'ADS.

Le PCP possède une certaine influence dans la classe ouvrière, mais il la met au service de la politique de l'ADS. Les ouvriers se font tabasser et parfois tuer pour revendiquer seulement la transformation de l'État fasciste en État parlementaire. La bourgeoisie libérale de l'ADS tire périodiquement les marrons du feu quand le gouvernement, sous la pression de la rue, s'ouvre à ses sympathisants.

Tel est brièvement le profil politique des années cinquante jusqu'aux élections présidentielles de 1958.

1958-1962 : révolutions de Palais, révoltes militaires, mouvements de masse.

Humberto Delgado, général d'aviation lié à l'OTAN, se présente aux élections de 1958 contre le candidat de Salazar. Il réussit à obtenir l'appui de toute l'opposition au régime et des travailleurs. Il est battu, mais sa campagne électorale aura des conséquences importantes.

A la fin des années cinquante, le prolétariat industriel portugais est déjà très nombreux et assez concentré. Si le prolétariat a accumulé une certaine expérience de luttes entre 1928 et 1937 et dans l'immédiat après-guerre, l'essor économique qui est intervenu après 1948 a influé sur la combativité des travailleurs déterminant une période de reflux d'une dizaine d'années. Pendant ces années, le prolétariat croît en nombre et conserve les acquis de l'expérience de la période antérieure. A partir de 1958, le PCP et l'ADS n'arrivent plus aussi aisément à freiner les luttes des masses travailleuses pour, en dialoguant avec le régime, obtenir quelques concessions.

Les partisans du général Delgado se réfugient dans un activisme typiquement petit-bourgeois et mettent tous leurs espoirs dans un coup d'État qui s'appuierait sur les officiers de bas rang. Le 1^{er} janvier 1961, un groupe de quelques dizaines de personnes attaquent une caserne dans une ville du Sud, résistent quelques heures mais sont vite encerclées par les forces gouvernementales et faits prisonniers. Rentré clandestinement au Portugal, Delgado est obligé de s'enfuir.

Henrique Galvao, officier réactionnaire anti-salazariste, réussit à s'emparer pendant quelques jours du paquebot «*Santa Maria*».

Quelques jours après, commençait la lutte armée contre le colonialisme portugais en Angola (suivie en 1962 par le Mozambique et par la Guinée-Bissau en 1963).

Parallèlement le PCP et l'ADS mijotent une révolution de palais avec plusieurs hautes personnalités militaires (notamment Costa Gomes, l'actuel président de la République).

Les grèves ouvrières pendant ce temps se multiplient. Le 1^{er} et le 8 mai 1962, des dizaines de milliers d'ouvriers construisent des barricades à Porto et Lisbonne. Le PCP a tout fait pour limiter au maximum la portée de ces manifestations, notamment en refusant de distribuer aux ouvriers les milliers d'armes qu'il possédait.

1962-1966 : isolement du PCP, activisme petit bourgeois, maoïsme appuyé par les travailleurs combattifs.

Après la campagne présidentielle de 1958, l'ADS, le PCP et les «delgadistes» s'étaient alliés dans le Front patriotique de libération nationale (FPLN) mais cette alliance aura une existence éphémère.

L'attitude du PCP pendant les événements de 1962 provoque des remous à l'intérieur de l'appareil

¹¹ Il s'agit d'un tableau sur «Les partis illégaux avant le 25 avril et leur évolution de 1964 à 1975», conçu par João Bernardo, et qui accompagnait cet article publié dans *Combat Communiste* n° 5 de mai 1975. Il est reproduit dans un second PDF qui accompagne ces 3 articles (*NdT*).

du Parti. De nombreux militants se rendent compte que les travailleurs les plus combattifs ne veulent plus faire les frais de l'alliance avec l'ADS. Un des membres du Comité central rompt avec le Parti et crée une double organisation maoïste le CMLP-FAP (Comité marxiste léniniste portugais - Front d'action populaire). Cette organisation prônait la lutte armée, à l'exemple des luttes de libération des colonies portugaises ; elle refusait l'alliance avec la bourgeoisie libérale et se démarquait ainsi du PCP sur deux points essentiels à l'époque.

Le CMLP-FAP, qui avait une audience assez importante parmi les travailleurs les plus combattifs mais dont la structure clandestine était encore assez faible, est complètement détruit par la police au début de 1966.

Quant aux «delgadistes», dont le chef avait été assassiné par la PIDE [la police politique] en 1964, ils ne sont plus organisés pour la plupart. Une partie d'entre eux s'unissent en 1966 aux restes du groupe d'Henrique Galvao. De cette fusion résulte la Ligue d'union et action révolutionnaire (LUAR) qui s'illustre par quelques coups de main mais ne possède aucune base de masses.

1967 : La classe technocratique crée sa première expression politique indépendante.

Le développement d'une classe de technocrates qui contrôlent la gestion de l'économie et qui détiennent les postes-clés de l'appareil économique gouvernemental (il faut dire qu'au Portugal le contrôle de l'économie par l'État après la Seconde Guerre mondiale était très développé) donne naissance à une nouvelle organisation l'Action socialiste portugaise (ASP), dirigée par Mario Soares et qui deviendra plus tard le Parti socialiste portugais. L'ADS et la franc-maçonnerie vont perdre tout poids politique et c'est l'organisation de Mario Soares qui représentera les intérêts de la technocratie.

1966-1969 : Coupure entre les partis et les luttes ouvrières.

L'énorme corps de fonctionnaires clandestins du PCP ressemble de plus en plus à un arbre avec beaucoup de branches mais peu de fruits et peu de feuilles. La force principale du PCP ne réside plus dans son implantation ouvrière.

La LUAR ne se fixe pas comme objectif de s'implanter dans la classe ouvrière. Quant aux maoïstes du CMLP, ils ne sont plus en 1968 qu'une vingtaine d'éléments émigrés et une dizaine au Portugal.

1969 : L'ouverture à la social-démocratie.

La classe technocratique domine de plus en plus directement certains secteurs politiques. Marcelo Caetano, qui succède à Salazar, essaie d'intégrer la technocratie à la vie politique en ouvrant les portes du régime à la social-démocratie. 1969, année des élections législatives, sera le point culminant de cette ouverture. L'ASP rompt définitivement avec le FPLN et se refuse à toute alliance avec le PCP. Le FPLN a de toute façon perdu toute réalité. Il se réduit en fait à un bureau de relations extérieures du PCP à Alger, qui a la possibilité de transmettre des programmes radio au Portugal.

Le PCP, de son côté, constitue un appareil électoral non clandestin : la Commission démocratique électorale (CDE) avec l'appui d'intellectuels catholiques socialisants et certains intellectuels proches de l'ancien MAR. Le MAR avait été un petit groupe d'intellectuels de Lisbonne, pour la plupart ex-dirigeants des associations d'étudiants pendant les grandes luttes universitaires de 1962. C'étaient des socialistes «nouveau style», sans liens idéologiques avec les socialistes d'avant-guerre.

Le PCP bénéficia de l'ouverture gouvernementale à la social-démocratie. Si la police continuait à persécuter sévèrement l'appareil clandestin du Parti, elle permettait assez largement ses activités légales. Les liens du PCP et de la technocratie se resserrent chaque fois plus mais toujours par l'intermédiaire de son corps légal, la CDE.

Ce légalisme de la CDE mène à une scission : le MES. Le MES se refuse à faire des pressions sur le gouvernement de Caetano l'essentiel de son activité. Le MES réunit une partie de l'ancienne équipe du MAR et quelques syndicalistes de la métallurgie.

1968-1969 : L'Université, terrain privilégié du maoïsme.

Dès la fin 1968, une cascade de scissions se produisent au CMLP. En même temps se développe un mouvement étudiant très actif et très coupé dans son organisation et ses buts du mouvement ouvrier. En fait, ce mouvement universitaire n'a été, il me semble, que l'aile très activiste et très radicale de la technocratie ascendante. Les groupes maoïstes seront dorénavant étroitement liés à l'université. Leurs quelques militants ouvriers sont isolés et n'ont aucun rôle dirigeant dans aucune grande lutte.

Ce sera à partir des associations d'étudiants les plus importantes que se développeront les multiples organisations maoïstes («*O Comunista*», «*O Grito do Povo*», les CCR, l'URm-l).

Le MRPP résulte de la fusion d'un groupe étudiantin (EDE) et d'un secteur des jeunes ouvrières du PCP. C'est le seul groupe maoïste de cette période qui a une petite implantation ouvrière mais il la perdra assez vite.

Le maoïsme devient essentiellement une idéologie d'universitaires.

Le 25 avril

Le 25 avril constitue une rupture importante dans la mesure où les partis politiques voient leur audience s'accroître considérablement. Nous n'avons voulu ici que tracer brièvement les traits les plus intéressants de cette période.

Les maoïstes

Les organisations maoïstes cherchent à s'unifier sous l'égide des dirigeants de l'ancien CMLP-FAP emprisonnés de 1966 au 25 avril 1974. L'Union démocratique populaire (UDP) réunit déjà trois organisations mais finira sans doute par absorber le PUP (qui est la plus insignifiante de toutes) et le FEC (qui a réussi un moment à être assez lié aux pêcheurs en grève). L'unification de toutes ces tendances maoïstes se fera contre la tendance maoïste rivale, le MRPP.

L'UDP utilise exclusivement la tactique de la pression sur les institutions actuelles du régime. Elle essaye de noyauter de l'intérieur certaines commissions de travailleurs pour les convertir en syndicats qu'elle puisse contrôler. L'UDP attaque les nationalisations comme menant au «capitalisme d'État», mais en réalité elle ne s'oppose qu'au fait que les capitalistes privés soient indemnisés. Elle veut que les moyens de production soient remis entre les mains d'un État de type stalinien contrôlé par un parti maoïste. L'UDP est foncièrement hostile à une destruction de l'État et à la gestion de l'économie par les travailleurs.

Le MRPP refuse toute alliance et combat toute autre organisation. Tout ce qui naît en dehors de son influence est considéré comme réactionnaire ou inexistant. Il se désintéresse des commissions de travailleurs. Le MRPP est une organisation activiste qui déploie une intense activité publicitaire et c'est ce qui explique la renommée mondiale d'une organisation dont l'importance effective est minime. L'AOC est un peu implantée parmi les ouvriers de la chimie et ses militants, jusqu'à une date récente, tenaient la direction du syndicat des ouvriers de la chimie. Cette organisation a été interdite par le gouvernement grâce aux pressions exercées par le PCP sur le MFA, l'AOC étant ouvertement alliée au PSP (à tel point qu'elle a appelé à voter PS le 25 avril !).

Une prise de conscience ambiguë

En dehors des anarchistes et des trotskystes dont l'influence est assez réduite au Portugal il existe deux organisations originales qui se sont développées après le 25 avril : la LUAR et le PRP-BR.

Les Brigades Révolutionnaires ont été créées en 1972 par certains militants révolutionnaires plus ou moins liés aux trois avocats du FPLN d'Alger qui entretemps s'étaient séparés des deux fonctionnaires du PCP. Sous Caetano, les BR se livrent exclusivement à des sabotages de l'appareil militaire colonialiste, sans être jamais pris par la PIDE. Les BR se convertissent en PRP fin 1973. Après le 25 avril les BR ont cherché à concilier les structures hiérarchisées et autoritaires d'un parti avec la défense de la lutte autonome des travailleurs, des comités d'usine. Mais le PRP est actuellement en perte de vitesse à mon avis parce qu'il est impossible de concilier ses structures organisationnelles avec le type de pratique des commissions de travailleurs.

La LUAR, autre groupe militariste, a connu des transformations profondes (apport d'ex-maoïstes notamment). La LUAR a une structure organisationnelle beaucoup moins rigide que celle du PRP et c'est ce qui explique le rôle de nombre de ses groupes locaux dans les occupations de terres, de palais et de maisons vides.

Conclusion.

Le Portugal était un pays où toute organisation politique qui ne soit pas le parti gouvernemental était interdite. Et la seule organisation clandestine qui avait une base de masse effective, le PCP, l'a perdue après 1962. Le prolétariat portugais n'était donc pas encadré par des partis politiques le 25 avril. La gigantesque vague de grèves avec occupations qui déferle sur le pays depuis la chute de Caetano, le nombre important d'usines qui tournent en autogestion n'ont donné lieu à la création

d'aucun parti «révolutionnaire» ou «ouvrier» de masse.

Par contre, d'innombrables commissions d'usine et de quartier ont été créées. La lutte des travailleurs au Portugal est limitée notamment par le manque d'unité des luttes à l'échelle nationale, par le manque de coordination entre les commissions de travailleurs. Mais elle est aussi une lutte d'avant-garde : la classe ouvrière a montré qu'elle n'a pas besoin d'un parti. Dans les conditions du capitalisme contemporain, et dans une période de montée des luttes ouvrières, ce sont d'autres structures organisationnelles que les ouvriers en lutte créent : les commissions de travailleurs, les conseils d'usine et de quartier et non la structure hiérarchisée et autoritaire des partis.

La fédération des diverses commissions d'usine et de quartier et sa lutte permanente contre la bureaucratisation telle est l'issue révolutionnaire du mouvement ouvrier portugais.

João BERNARDO

(militant de *Combate*), mai 1975

OUVRAGES CITES DANS LES NOTES

João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, Cortez, 1991

Danubia Mendes Abadia, *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)*, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018

Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société, de **F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni** et **Charles Reeve**, Spartacus, 1975 (ouvrage indispensable, disponible en ligne)